

PROJET TETHYS / INTERREG III B – MÉDITERRANÉE OCCIDENTALE

**Programme d'initiative Communautaire
INTERREG III B – MEDOCC**

Actes de la Conférence Euro-Méditerranéenne

INTERREG – TÉTHYS

**Eau et Santé Publique en Méditerranée :
Le partage de connaissances, sciences médicales et humaines**

8 octobre 2004

Institut Méditerranéen de Technologie (IMT)
Technopole de Château Gombert
MARSEILLE

TABLE RONDE : « L'eau en partage »



« Qu'est-ce que la Méditerranée ?

Mille choses à la fois.

Non pas un paysage, mais d'innombrables paysages.

Non pas une mer, mais une succession de mers.

Non pas une civilisation, mais des civilisations entassées les unes sur les autres. »

(Fernand Braudel, La Méditerranée)

Introduction

Thierry FABRE

Expert des problématiques méditerranéennes et responsable du Pôle Euromed à la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme d'Aix-en-Provence

« Je pense que placer ce débat sous le signe non seulement de la Méditerranée, mais du partage des connaissances et prendre la Méditerranée comme lieu du partage, me paraît assez juste, parce que ce terme de "partage" a au fond deux sens :

- « partage » c'est ce que l'on met en commun, ce sont les valeurs que l'on peut avoir en commun et de ce point de vue on voit bien quel sens cela peut avoir dans le monde Méditerranéen,
- « partage » c'est aussi ce qui nous divise, la fameuse ligne de partage des eaux ;

Et pour un débat sur l'eau et la santé en Méditerranée, le terme de partage me paraît tout à fait porteur de sens, parce qu'autour de l'eau il y a ces ressources qu'on peut avoir en commun et combien elles peuvent aussi nous diviser, compte tenu de leur rareté.

Le partage de connaissances c'est aussi extrêmement important aujourd'hui dans la Méditerranée, compte tenu du contexte politique ou géopolitique dans lequel il s'inscrit. Je crois qu'arriver à opposer à cet obscurantisme de plus en plus violent et puissant, (obscurantisme politique et religieux certes, mais obscurantisme de l'empire du bien ou de l'argent-roi), des chemins intermédiaires à travers les connaissances est au fond être porteur de ce vieil héritage des Lumières, qui n'est pas qu'un héritage européen, (on a cité la figure d'Averroès tout à l'heure), il me semble qu'il y a un enjeu particulièrement important pour le débat aujourd'hui. »

Michel DRAIN

Directeur de Recherche émérite du CNRS

Pour parler de l'eau d'un point de vue géographique, il faut d'abord relever la diversité extraordinaire qui caractérise les pays méditerranéens, non seulement entre les deux rives nord-sud, mais aussi au niveau régional.

En effet, qu'il s'agisse du climat, des civilisations, de la démographie ou de la richesse nationale, l'espace méditerranéen ne peut plus être considéré comme une entité unique, mais plutôt comme un espace à caractère contradictoire et complémentaire, dont la mer constitue un élément de séparation notamment entre le nord et le sud. Ce sera donc en analysant la complexité de ce contexte qu'on arrivera à identifier les facteurs généraux qui contribuent à alimenter cette différence.

En premier lieu, il faut considérer le phénomène de la croissance démographique des pays du sud, qui va laisser une population jeune, en quête d'emploi et attirée vers des aires urbaines de plus en plus étendues où se pose par conséquent le problème considérable de l'alimentation en eau potable et de l'évacuation des eaux usées.

En deuxième lieu, il faut tenir compte de la différence de richesse entre pays du nord et pays sud, mais surtout de ce que l'on peut signaler comme le facteur crucial de différenciation entre

les pays méditerranéens, c'est-à-dire la quantité des ressources hydriques et des eaux renouvelables, qui est de 8 à 9 fois inférieure dans les régions du sud par rapport à celles du nord. Et qui, par conséquence, crée une augmentation relative des risques de variations climatiques.

Si « la santé de l'homme ne dépend que de la santé des eaux », il faut donc rappeler à l'économie et à la politique soit l'importance d'une gestion attentive de l'ensemble des ressources hydriques et pas seulement de l'eau potable, soit la nécessité de choix d'aménagement qui sachent tenir compte des analyses sérieuses des coûts sociaux et environnementaux relatifs aux grands travaux. C'est seulement de cette manière, en effet, que l'on arrivera à gérer la ressource « eau » également à la faveur de la santé de la collectivité.

Philippe JOCKEY

Professeur d'Histoire et de Civilisation Grecque, Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme

Si on ne peut pas détacher le problème de l'eau et de la santé publique des enjeux du politique, peut être qu'un regard en arrière vers le monde grec et sur les éléments qu'il va nous donner à propos du rapport entre "*technè*" et "*polis*", peut nous aider à mieux comprendre cette idée de gouvernance, qui réarticule les questions de santé et de pratique sociale.

En effet, le thème « Eau et santé publique » reprend très largement une réflexion engagée dès l'antiquité grecque dans un contexte d'affirmation progressive d'une pensée rationnelle et qui s'organisait essentiellement autour de trois notions complémentaires et tout à fait proches de la réalité contemporaine.

En premier lieu, on peut classer l'eau en relation à la notion de *dynamis* définie notamment par Hippocrate et ses disciples, et qui signalait à la fois la qualité de l'eau et les effets thérapeutiques qu'elle pouvait avoir sur l'homme en fonction de certaines conditions. En deuxième lieu, on trouve le concept de *technè* « car pour les grecs anciens la médecine était d'abord un "savoir faire" et non pas une science théorique », et finalement le *kairos*, le « moment opportun pour agir », où le temps représente un élément même du geste technique.

Du coup, on voit que l'eau occupait une place centrale dans la réflexion philosophique, politique et enfin pratique, du V^{ème} siècle avant notre ère, grâce aussi à un texte essentiel d'Hippocrate « *Les airs, les eaux et les lieux* », où l'on trouve le premier classement des eaux, du pire au meilleur, construit selon des critères tout à fait scientifiques.

De là, on peut tirer les liens avec la contemporanéité, soit du point de vue de la gestion publique (démontrée aussi par les règlements d'urbanisme des cités grecques, où la préoccupation pour une eau de bonne qualité était tout à fait évidente), soit pour le caractère itinérant des missions des médecins, signe évident d'un souci pour le partage des connaissances qui était le projet même d'Hippocrate.

Donc, pour un grec, « l'homme est ce qu'il boit », et on peut dire que pour l'époque le rapport entre l'eau et la santé publique s'est articulé d'une manière extrêmement vive et originale, dans le cadre de la recherche d'une symétrie, c'est à dire d'une juste mesure entre la *dynamis* de l'eau par rapport aux hommes et la *technè* médicale.

Ali AYADI

Professeur de Médecine, Chef de service du Laboratoire de Parasitologie, CHU Habib Bourguiba, Faculté de Médecine, Université de Sfax pour le Sud

En analysant les enjeux et les risques liés à l'eau d'un point de vue médical, il faut considérer qu'il y a des maladies profondément enracinées dans certains pays de la rive sud de la Méditerranée, surtout dans certaines régions où le déséquilibre régional est assez fort ; ici les problèmes sont relatifs à la qualité de l'eau potable et les risques sont liés aux rapports de la population avec l'eau. A partir de cela, et surtout grâce à la thématique de ce projet, on a essayé de mieux comprendre cette réalité en intégrant à la formation existante un premier travail pédagogique (à travers des séminaires et des enseignements), qui valorise aussi les aspects anthropologiques du fait médical.

En effet, quand on enseigne les maladies relatives à l'eau, on s'arrête habituellement sur les manifestations strictement cliniques du problème, et généralement ce qui est occulté c'est l'aspect anthropologique du comportement de la population vis-à-vis de cette eau qu'elle consomme et utilise pour l'irrigation dans l'agriculture, etc. Par contre, en travaillant aussi sur les aspects psychologiques et comportementaux des populations relatifs à l'eau, on a découvert des notions très enrichissantes, utiles pour expliquer plusieurs phénomènes comme les rituels de l'eau, l'approvisionnement et la différence entre les pratiques urbaines et rurale, où l'eau est vécue comme un élément sacré.

La thématique « eau et santé publique » s'est enfin révélée un exemple de prototype qui a démontré l'importance de l'interdisciplinarité, soit comme valeur ajoutée pour l'étudiant, soit comme regard croisé entre plusieurs disciplines, et en tout cas, terrain fertile pour une meilleure compréhension de la thématique elle-même.

Antonio GUERCI

Professeur d'Anthropologie Médicale, Université de Gênes

Si l'interdisciplinarité nous a ici montré la possibilité de progresser à travers les échanges de connaissances entre les sciences humaines et médicales, il faudrait en même temps échapper au risque d'une simple juxtaposition des disciplines pour tendre, à travers un langage qui favorise l'osmose entre les savoirs, à une véritable « co-pénétration » entre les différents domaines, c'est à dire à une sorte de "meta-disciplinarité".

Le thème proposé par Téthys nous a finalement donné la possibilité de souligner d'un point de vue soit anthropologique soit scientifique le fait que l'eau a toujours représenté la vie, la fécondité, l'espoir. Et c'est juste dans ce cadre que l'on trouve l'œuvre scientifique d'Hippocrate, première œuvre d'écologie humaine et de géographie médicale du monde occidental, premier témoignage médical et culturel des effets psychologiques de l'eau sur l'homme.

En effet, l'analyse des comportements des différentes populations du bassin méditerranéen, dans toutes les cultures éloignées dans le temps et dans l'espace, permet de faire ressortir une vraie osmose constante et durable entre le sacré et le salutaire, la sacralité et le thérapeutique, le mythe de l'eau et l'hydrothérapie. Si les Romains sacralisaient certaines eaux, qu'elles considéraient comme salutaires, c'était pour trouver la solution législative qui empêchait la pollution des eaux, donc elles les « sacralisaient » pour les sauvegarder.

Aujourd'hui on parle de l'hydrothérapie en rapport au thermalisme, et c'est là que l'on retrouve aujourd'hui la dernière démarche entre la culture et le domaine médical, héritage d'une symbiose pas encore oubliée.

Claudine BRELET

Consultante auprès l'UNESCO pour le Programme Hydrologique International et auprès des Nations Unies pour l'Institut pour l'Environnement et la Sécurité Humaine (UNU-EHS), Bonn

Pour mieux comprendre l'importance des liens créés par ce projet entre les différentes disciplines, il peut être utile de revisiter la politique inaugurée par l'OMS en 1978, avec le lancement des soins de santé primaires, lors de la Conférence organisée avec l'UNICEF à Alma Ata. Cette politique prend en compte la dimension culturelle de la santé, y compris ce que l'on peut appeler l'aspect "sacré" de la médecine. Cette nouvelle politique, holistique, qui considère "l'Homme Total", avait intégré le fait que l'accès à une eau saine, la santé et le développement sont intimement liés et qu'il ne suffit pas seulement de mesurer quantitativement les besoins en eau douce ou sa qualité. La Déclaration d'Alma Ata sur les soins de santé primaires est fondée sur la définition universelle de la santé donnée par l'OMS dans sa Constitution en 1948. Selon cette définition, "la santé n'est pas l'absence de maladie ou d'infirmité, mais un état de total bien-être physique, mental et social ».

L'autre révolution culturelle, celle-là qui s'est accomplie dans le secteur de l'eau, s'est révélée dans toute son ampleur à l'occasion du Troisième Forum Mondial de l'Eau, tenu en mars 2003 à Kyoto. Les hydrologues, les géologues, les décideurs administratifs et les acteurs sociaux qui s'y sont rencontrés ont montré que les bonnes pratiques et la gouvernance doivent jouer désormais un rôle très important au niveau international et se fonder sur le respect des droits humains. Ainsi, le droit à l'eau qui finalement a fait émergence, comme l'atteste la Déclaration des Indigènes lancée à Kyoto pendant ce forum. La communauté internationale semble maintenant comprendre que la dimension politique relative à l'eau ne pourra plus se limiter à une politique électorale très localisée, la polis, mais qu'elle doit devenir planétaire et, si possible, nous permettre de passer de la politique à la planétique... ou "plan-éthique". Cette ressource vitale doit en effet être gérée à un niveau planétaire, mais aussi bio-régional ou eco-régional, c'est-à-dire en fonction de la réalité vivante et non plus uniquement suivant un découpage administratif parfois arbitraire ou caduque.

http://portal.unesco.org/shs/fr/ev.php-URL_ID=4382&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

« L'eau et la gouvernance » Claudine Brelet

TABLE RONDE : « Comment agir ensemble ? »



« Si vous voulez que les hommes s'entendent, donnez leur quelque chose à construire ensemble. »

(A. S. Exupéry)

Christelle PEZON

Docteur en gestion Spécialiste des politiques de gestion de l'eau, Chercheur au Laboratoire Gestion de l'Eau et de l'Assainissement, Ecole Nationale du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Montpellier.

« Comment agir ensemble », c'est une question cruciale pour ce débat, un point de départ pour réfléchir sur l'intérêt commun à l'ensemble des habitants de la Méditerranée au développement de cette région, mais aussi sur les difficultés liées à une action collective.

À partir de cette question, et à la lumière de cette idée maîtresse, on peut identifier d'abord trois problématiques, notamment introduites par la dimension publique de la gestion de l'eau potable et des services primaires relatifs à la satisfaction des besoins alimentaires et au traitement des eaux usées. En effet, compte tenu de la non-neutralité des arbitrages en termes de financement et d'investissement, gérés selon le critère de la tarification des services mêmes, c'est une façon de respecter la dimension publique de la santé. De plus, pour ce qui concerne le niveau local, il faudrait articuler au mieux les relations entre le propriétaire des équipements et le gestionnaire des services, parce que c'est là que se joue d'une façon particulière la gestion de l'eau et de l'assainissement.

En deuxième lieu, la nécessité de l'identification et de la coordination des acteurs témoigne d'une différence significative entre les pays de la rive nord par rapport à ceux du sud. En effet, étant donné que ces derniers doivent gérer non seulement les acteurs locaux, régionaux et nationaux, mais aussi les interventions des entreprises internationales et des fonds internationaux, comme dans le cas de la banque mondiale, ils se situent évidemment dans une problématique plus vaste au niveau des plans de coordination, dont il faut tenir compte.

Enfin, au niveau de l'évaluation, il est important d'arriver à définir des critères de base comme, par exemple, le recul de la mortalité due aux maladies hydriques, l'accroissement du développement ou de la coopération entre acteurs du nord et du sud de la Méditerranée. L'individuation de ces critères, qui font aussi la jonction entre les thématiques de la santé publique et de l'eau, nous permettront de faire des choix entre une multiplicité de voies d'action, et, finalement d'atteindre au mieux l'objectif de gestion de la ressource-eau dans le cadre d'une action commune.

Hachmi KENOU

Directeur Exécutif de l'Institut Méditerranéen de l'Eau, Marseille.

Plutôt que de se poser la question « comment gérer l'eau et les services », il vaudrait mieux, pour ce qui concerne l'Institut Méditerranéen de l'Eau, se demander comment coordonner ce réseau méditerranéen, qui regroupe un certain nombre d'intervenants dans le domaine de l'eau, les collectivités locales et territoriales, les professionnels, etc.

Relativement aux pays de la rive sud, on a pu effectivement constater un très grand retard au niveau des infrastructures, notamment en milieu urbain, ce qui a permis, dès la fin des années soixante, l'émergence d'un certain nombre de problèmes du point de vue sanitaire. En effet, la plus grande difficulté était qu'il fallait savoir gérer la pénurie et en même temps répondre à un certain « boum » au niveau des eaux du littoral, avec l'émergence du secteur touristique, mais aussi au niveau urbain avec la croissance rapide des grandes villes.

Tout cela a fait que dans les pays du sud les modes de gestion se sont repartis selon plusieurs types.

Si l'on considère l'exemple tunisien, on voit que c'est une politique « monopolistique » qui, à travers des modes de financement et d'investissement, a essayé de rattraper ce très grand retard en commençant par l'eau potable jusqu'aux réseaux publics d'assainissement, tout cela en protégeant le littoral puisque lui-même est une ressource. Il a donc fallu non seulement mettre en place des infrastructures adéquates, mais aussi essayer de récupérer une partie de ces investissements pour financer au moins l'exploitation et la bonne maintenance de ces infrastructures. Mais si ce nouveau pôle de l'eau potable et de l'assainissement peut être considéré comme un événement "récent" (il a commencé à émerger il y a 30 ans au Maroc et en Tunisie, un peu plus tard en Egypte et plus récemment en Algérie), les budgets investis par cette politique ont grandi rapidement, en passant de l'ordre de 200 000 euro au tout début, c'est-à-dire à la fin des années soixante, pour arriver actuellement jusqu'à 100 million d'euro. Du point de vue de la tarification relative soit à l'eau, soit à l'assainissement, on a choisi une politique de « tarification par paliers », en introduisant une démarche qui a permis d'avoir le tarif minimum pour l'eau d'hygiène et des tarifs qui se veulent dissuasifs pour les grandes consommations.

Tout cela ne peut finalement que démontrer l'importance avec laquelle les pouvoirs publics ont considéré la mise en place de la politique de gestion des services de l'eau potable et de l'assainissement et qui, finalement, a donné de bons résultats. Mais il n'y a pas que cela. En effet, il faut quand même bien dire qu'à côté du secteur public, le secteur privé est aussi en train de se développer, notamment au Maroc et en Tunisie, mais aussi en Algérie, en Egypte et en Syrie, même s'il n'en est encore qu'au début.

Jean Pierre SABATIER

Chargé de mission pour la Méditerranée à la Société des Eaux de Marseille

Si l'objectif de la « bonne gouvernance » c'est l'optimisation des relations entre le citoyen, ses représentants et les services publics de l'eau, l'apport et l'expérience des opérateurs qui sont chargés directement de la gestion des services peuvent nous aider à mieux comprendre le problème de la jonction entre la sphère privée et la sphère publique.

Au niveau de la gestion des services, il est important de parvenir à un meilleur engagement dans le domaine technique, en ce qui concerne l'optimisation des installations, en vue d'obtenir l'amélioration de l'existant avant chaque investissement. De plus, grâce à la conjonction de l'informatique et de la téléphonie, les opérateurs pourront aussi apporter des procédures nouvelles qui permettront d'arriver rapidement à une gestion moderne sans passer par les étapes intermédiaires.

En ce qui concerne les initiatives de partenariat avec les pays du sud de la Méditerranée, on a essayé d'élaborer des approches d'aide à la gestion soit à court, soit à moyen terme, mais également d'offrir une contribution politique qui favorise la prise en compte des évolutions qui auront des retombées sur la vie des services. En effet, en entretenant une certaine réflexion commune, des contacts et de la formation, on a essayé de sensibiliser à l'importance du droit et à la mise en place des dispositifs juridiques adaptés à la gestion des controverses et des aspects organisationnels et contractuels du partenariat public-privé. Les autres tendances que l'on essaye de faire émerger sont relatives à la compréhension de l'importance que les collectivités locales devraient accorder soit à la gestion de l'eau (notion qui pourrait

déterminer le bon développement d'un certain nombre de services), soit au client en tant qu'utilisateur d'un service public.

En conclusion, gérer les services pour que l'assainissement ait une place comparable en terme de priorité à celle de l'eau, cela veut dire se rappeler que « résoudre les problèmes de l'eau c'est souvent s'attaquer à des problèmes beaucoup plus vastes », relatifs à la démographie ou à l'aménagement du territoire.

Bouchaïd HAMMAMA

Direction de la Communication et de Coopération à l'Office National de l'Eau Potable-ONEP, Rabat.

« L'eau c'est la vie, s'il n'y a pas d'eau, il n'y a pas de vie, ni de développement économique ». C'est dans le cadre de cette devise que se développe la stratégie politique de l'Office National de l'Eau Potable (ONEP) de Rabat, au Maroc. Cet organisme semi-public, qui compte un million d'abonnés, est le premier producteur d'eau potable au Maroc, chargé évidemment de la planification et de la distribution de l'eau potable à l'échelle nationale, mais aussi de la réalisation et de l'entretien des installations. De plus, à travers le grand laboratoire national, on s'occupe aussi du contrôle de la qualité de l'eau et finalement on intervient dans le cadre de l'assainissement pour les collectivités. L'objectif primaire reste toujours celui d'assurer le droit de l'eau à tous et donc, dans ce cas, de généraliser l'eau potable à l'ensemble de la population marocaine, aussi bien urbaine que rurale.

Au niveau public, il y a également d'autres organismes qui interviennent dans la gestion des services de l'eau, et l'ONEP même se trouve sous la responsabilité administrative du Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Eau et de l'Environnement (MATEE), qui vient d'être créé il y a quatre ans, pour répondre à l'exigence de donner plus d'importance aux questions relatives à l'eau potable et à la protection de l'environnement. En ce qui concerne les autres acteurs au niveau de la gestion de l'eau, il faut citer les régies de distribution de l'eau potable et de l'électricité, réparties sur l'ensemble du Maroc et qui sont actuellement au nombre de treize, avec en plus quelques concessionnaires privés.

Relativement aux projets de convention internationale, des résultats importants ont été obtenus comme, par exemple, l'Institut de contrôle de la qualité dans les réseaux de distribution, lancé en collaboration avec des partenaires français comme la SGE (Entreprise de distribution de Gaz et d'Eau de la région du Florival en Alsace) et le Centre International de l'Eau de Nancy.

De plus, en 1995, grâce à une convention de coopération avec la Société des Eaux de Marseille, on a pu mettre en place une opération très importante de transport d'eau douce par bateaux, de la région d'El Jadida vers Tanger et qui nous a permis de faire face à une situation de grave pénurie. Maintenant, grâce à une politique de construction de barrages, notre principal souci n'est plus la quantité d'eau, mais plutôt la nécessité de la répartition des ressources hydriques. Elle doit se réaliser à travers une politique de transfert des eaux vers les régions déficitaires, notamment celles du sud. Il est évident que pour mettre en œuvre cette politique, il faudra d'abord des investissements colossaux mais aussi des infrastructures que l'on espère pouvoir réaliser bientôt.

Bernard MOREL

Directeur Adjoint à la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme et Chargé de mission auprès du Président du Conseil Régional, Marseille

Avant de répondre à la question de « comment gérer l'eau », il faut d'abord souligner que malheureusement la gestion de l'eau et des rivières n'est pas une compétence régionale, mais que par contre on assiste aujourd'hui à une reprise en main de la politique de la gestion de l'eau par l'Etat, qui demande aux collectivités locales, et spécialement aux régions, de la financer.

En effet, il y a plusieurs raisons pour lesquelles les présidents de région ont demandé à l'Etat de leur confier la gestion de l'eau, et notamment par rapport à une vraie préoccupation citoyenne, qu'on voudrait opposer à une gestion de « consommation », de plus en plus diffusée dans notre pays. Mais à côté des questions essentielles de santé et de sécurité sanitaire sur lesquelles, par contre, les pouvoirs publics ont de moins en moins de possibilités de s'exprimer, il faut bien dire que depuis sa création la région s'est toujours intéressée aux problèmes de l'eau et que, malgré le fait qu'elle intervienne beaucoup avec les deux acteurs principaux, les acteurs privés et les communes, il y a une absence totale de visibilité de son action.

De plus, parallèlement à des raisons budgétaires, on doit aussi tenir compte de l'évolution de la législation au niveau européen, qui, suite à des dispositions d'homogénéisation, posera aux régions et aux collectivités territoriales des problèmes tout à fait considérables dans les années qui viennent.

En ce qui concerne notre région, on peut dire qu'il y a une ambiguïté très forte dans la gestion de l'eau. En effet, on a à la fois une ressource qui vient des Alpes, abondante et de bonne qualité (grâce aux travaux gigantesques qui ont été réalisés il y a 40 ans) et en même temps une gestion des eaux du littoral particulièrement dégradée et dangereuse, due à plusieurs raisons comme par exemple la construction urbaine.

Le rôle de la région prend donc essentiellement forme à travers l'aide « massive » aux communes en matière d'assainissement et de stations d'épuration. Ce qui est en train d'évoluer dans ce soutien, c'est qu'on passe de plus en plus d'une gestion par subvention à une contractualisation avec plusieurs partenaires, en donnant aussi des exigences en particulier par rapport aux questions techniques. Donc les contrats jouent un rôle extrêmement important, mais le vrai problème c'est l'illisibilité de ses contractés, et donc le risque c'est d'avoir une vision consummatrice et non pas citoyenne. La deuxième intervention de la région est relative à des schémas d'aménagement et de gestion des eaux qui se développent de plus en plus.

Au niveau international, « la politique de coopération décentralisée de la région est fondée sur un principe d'accords bilatéraux entre une région du nord et une région du sud » et donc elle ne prévoit pas des interventions directes, mais est obligée de passer par des opérateurs. Actuellement dans le domaine de l'eau, il y a des collaborations en cours avec l'ONAP à Tunis (Organisation Nationale Anti-Pauvreté), la coopération relative à Interreg au Maroc, et enfin un travail de formation à la gestion de l'eau conduit depuis deux ans par l'ARPE (Agence Régionale Pour l'Environnement) pour les collectivités de sud Liban.

Michel DRANCOURT

Professeur de Médecine, Laboratoire de Microbiologie Clinique et d'Hygiène Hospitalière, Faculté de Médecine de Marseille

Si l'on considère que tous les ans sur la planète, il y a 17 millions de morts pour maladies infectieuses dont un tiers suite à des maladies infectieuses liées à l'eau, on s'aperçoit tout de suite que la maîtrise de la qualité de l'eau est un problème-clé en termes de santé humaine et de santé publique, maîtrise qui n'est probablement pas partagée au même niveau entre les deux rives de la Méditerranée.

En plus, les nouvelles formes de consommation et de « technologie » de l'eau qui sont en train de se développer (de la climatisation jusqu'aux nouvelles pratiques esthétiques des soins cutanés), nous rappellent l'importance d'une action attentive et vigilante en matière de santé publique et la nécessité d'un travail d'intégration entre les différents acteurs.

Au niveau scientifique, étant donné que la structure de l'eau est évolutive et que les microbes que l'on y retrouve varient en fonction des différentes régions géographiques de notre bassin méditerranéen, mais aussi en fonction du temps et de l'usage que l'on en fait, il est évident qu'un travail commun dans ce domaine est extrêmement utile.

En effet dans le cas de ce projet, non seulement la recherche nous a offert la possibilité de trouver des points de contacts entre les différentes disciplines, de la microbiologie jusqu'à l'anthropologie, mais en créant des liens entre les pays, nous a donné un outil essentiel pour échanger des informations et des connaissances.

En particulier, au niveau de la microbiologie, il est extrêmement important de mettre en place des systèmes de surveillance des microbes et d'avoir en permanence une cartographie des microbes présents en Algérie, en Tunisie, au Liban, en Egypte etc., parce que si les microbes s'échangent grâce aux échanges des hommes, le partage de ce genre de connaissances nous apporte des notions fondamentales sur l'évolution des milieux hydriques et sur la structure de l'eau qui n'est pas du tout figée dans sa composition ni chimique ni microbienne.

En deuxième lieu, la formation qui a découlé de cette recherche à travers la mise en place des cours à distance est aussi un point clé sur lequel nous avons collaboré et qui a posé les bases pour un autre travail également important qu'il faudra prendre en considération, c'est-à-dire l'information du consommateur et du citoyen.

On peut donc facilement dire que le thème de l'eau s'est révélé être un très bon terrain d'intégration et une belle opportunité pour la conjugaison des savoirs dont on espère pouvoir continuer à en profiter.

